

Lecture: les recettes de Blanquer face à un niveau "préoccupant"

Paris, 5 déc. 2017 (AFP) -

Les compétences en lecture des petits écoliers français ont baissé à un niveau jugé "préoccupant" par le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, qui entend le faire remonter en instaurant de nouvelles évaluations, une dictée quotidienne ou encore en privilégiant certains manuels.

Les résultats de l'étude internationale Pirls, qui mesure les performances en lecture à la fin de la quatrième année de scolarité obligatoire (CM1 pour la France) sont tombés mardi : avec un total de 511 points, contre 520 en 2011, les élèves français sont désormais nettement distancés par rapport à la moyenne des pays de l'Union européenne (540).

Selon cette étude, réalisée tous les cinq ans depuis 2001 dans 50 pays, le score de la France a baissé depuis 2001 de 14 points, alors que le score moyen des 24 pays européens qui ont participé à Pirls a progressé de 6 points.

L'enquête révèle aussi que la capacité des élèves français à s'approprier et accéder au sens d'un texte long est particulièrement faible.

Les élèves testés sont entrés en maternelle en 2008 le plus souvent, année de la mise en oeuvre de nouveaux programmes, objets de critiques des enseignants pour leur lourdeur et l'absence d'indications pédagogiques. Ils ont été modifiés en 2015 pour la maternelle et 2016 pour l'école élémentaire.

La baisse des résultats s'est accélérée: entre 2001 et 2011, les élèves français ont perdu 5 points, tandis qu'entre 2011 et 2016, ils ont perdu 9 points.

"Ces résultats sont insatisfaisants et préoccupants", a commenté Jean-Michel Blanquer lors d'une conférence de presse. "Ils viennent confirmer un certain recul des élèves français", déjà mis au jour par d'autres études internationales.

Pour faire remonter le niveau, il a annoncé de nouvelles évaluations au milieu du CP et en début de CE1 à la rentrée 2018. Des tests "légers et faciles à faire passer", a-t-il promis.

A la rentrée dernière, le gouvernement avait déjà instauré des évaluations en début de CP et de 6ème, critiquées par les syndicats sur la forme et le principe.

- Lecture à haute voix -Le ministre souhaite aussi que la dictée quotidienne devienne "une réalité dans nos écoles primaires". La socialiste Najat Vallaud-Belkacem avait pris à la rentrée 2015 cet engagement mais celui-ci s'était heurté aux critiques des syndicats.

Jean-Michel Blanquer souhaite par ailleurs s'appuyer sur le Conseil scientifique qu'il vient de créer pour aider les enseignants à bien choisir leurs manuels scolaires. Tous "ne se valent pas, des études ont prouvé que certains sont plus efficaces que d'autres", a-t-il plaidé.

Qu'en est-il alors de la liberté pédagogique, qui permet à l'enseignant de choisir ses méthodes et outils pour atteindre les objectifs demandés ? Cela doit être une "liberté éclairée", a estimé le ministre.

Des recommandations pédagogiques seront publiées prochainement sur la pratique quotidienne de la lecture à l'école élémentaire et au collège et sur l'enseignement de la grammaire et de l'orthographe.

Il sera par exemple recommandé de pratiquer la lecture à haute voix ou d'entraîner les élèves à réciter un texte devant un auditoire.

Le ministre a aussi promis un plan de formation en lecture pour les professeurs des écoles, une "grande conférence" en mars sur l'école maternelle. Il a par ailleurs annoncé le développement de stages de soutien pendant les vacances, notamment en CM2.

"La réponse apportée est très en deçà de ce qu'on peut attendre devant un tel choc", a déclaré à l'AFP Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU.

Pour la responsable du premier syndicat dans le primaire, l'accent devrait être mis de façon beaucoup plus claire sur la réduction de la taille des classes. Car si le dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés doit s'étendre aux CE1 d'ici 2019, "c'est insuffisant", selon elle. Insuffisante aussi, "la formation des professeurs".



PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 5 décembre 2017 - Edition Fil Gen

Le plan du ministre est "hors sujet", a de son côté réagi le syndicat SE-Unsa. "La dictée par exemple ne fait pas travailler le sens ; cela va peut-être rassurer l'opinion mais ce n'est pas à la hauteur des enjeux", déplore son secrétaire général Stéphane Crochet, qui plaide pour "un grand plan de formation initiale et continue ambitieux et inscrit dans la durée".

ito/blb/spe/swi

Afp le 05 déc. 17 à 17 07.